

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2020

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2020**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'arrêté 2010 l'ouverture et fixant les modalités des efforts pour les agents par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, effluents, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Secrét n° 2010-10 du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (contre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention

Jurisprudence

Législation

Actes législatifs

RÈGLEMENTS

* Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CE) n° 26/88/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

CIRCULAIRE

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 26



Document réalisé par le pôle Information juridique - Département Études, veille et assistance documentaires
Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles
65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris - Tél. 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99 - e-mail info@inrs.fr - www.inrs.fr

Textes officiels

santé et sécurité au travail

Prévention Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL / MALADIES PROFESSIONNELLES

Réparation

Circulaire CNAM/ DRP CIRC-24/2020 du 11 août 2020 relative au contentieux des prestations de l'Assurance Maladie et de la protection complémentaire en matière de santé

Caisse nationale d'assurance maladie
(www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli - 16 p.).

Arrêté du 22 décembre 2020 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2021.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2020, texte n° 44 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Sécurité sociale

Décret n° 2020-155 du 24 février 2020 prolongeant la compétence de la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 26 février 2020, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr - 2p.).

Loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Parlement. Journal officiel du 15 décembre 2020, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr - 65 p.).

Tableaux

Décret n° 2020-1125 du 10 septembre 2020 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre VII du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 12 septembre 2020, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Décret n° 2020-1131 du 14 septembre 2020 relatif à la reconnaissance en maladies professionnelles des pathologies liées à une infection au SARS-CoV2.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 15 septembre 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Tarification

Décret n° 2020-1232 du 8 octobre 2020 généralisant la dématérialisation des notifications des décisions relatives au taux de la cotisation due au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles et au classement des risques dans les différentes catégories.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 9 octobre 2020, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 8 octobre 2020 fixant les modalités de la notification électronique des décisions mentionnées au quatrième alinéa de l'article L. 242-5 du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 9 octobre 2020, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 14 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2020, texte n° 30 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

Arrêté du 16 décembre 2020 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2021.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 décembre 2020, texte n° 69 (www.legifrance.gouv.fr – 19 p.).

Arrêté du 7 avril 2020 portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et de l'arrêté du 19 septembre 1977 relatif à l'attribution de ristournes sur la majoration forfaitaire correspondant à la couverture des accidents de trajet.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 15 avril 2020, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 5 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 7 avril 2020 portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et de l'arrêté du 19 septembre 1977 relatif à l'attribution de ristournes sur la majoration forfaitaire correspondant à la couverture des accidents de trajet.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 21 octobre 2020, texte n° 30 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 16 décembre 2020 fixant le montant des majorations prévues à l'article D. 242-6-9 du Code de la sécurité sociale pour l'année 2021.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 23 décembre 2020, texte n° 55 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 16 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 16 octobre 1995 pris pour l'application de l'article D. 242-6-5 du Code de la sécurité sociale relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 octobre 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 17 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les risques bénéficiant des mesures d'ajustement des coûts moyens.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2020, texte n° 47 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 22 décembre 2020 portant fixation en métropole au titre de l'année 2021 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non-salariés agricoles et des personnes mentionnées à l'article L. 731-23 du code rural et de la pêche maritime et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 30 décembre 2020, texte n° 81 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 22 décembre 2020 portant fixation pour 2021 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 30 décembre 2020, texte n° 80 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 28 décembre 2020 portant fixation au titre de l'année 2021 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 31 décembre 2020, texte n° 162 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 27 février 2020 modifiant l'arrêté du 3 février 2012 relatif aux avances, aux subventions, aux prêts et à l'attribution de ristournes sur cotisations ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles des salariés agricoles.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 5 mars 2020, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.) ;

Arrêté du 16 décembre 2020 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour l'année 2021.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 décembre 2020, texte n° 70 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 18 décembre 2020 fixant pour 2017 et 2018 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2020, texte n° 133 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 10 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2021 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2020, texte n° 80 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 17 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2020 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 janvier 2020, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR 5/2020 du 2 janvier 2020 fixant un programme d'actions de prévention aux activités de la restauration traditionnelle et de l'hôtellerie.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2020/CIR-5-2020.PDF> - 2 p.)

Circulaire CNAM/DRP CIR 6/2020 du 28 janvier 2020 fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités des filières viande, volaille et produits transformés signée le 28 janvier 2020.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2020/CIR-6-2020.PDF> - 2 p.)

Circulaire CNAM/DRP CIR-10/2020 du 9 mars 2020 fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités du secteur papier-carton.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2020/CIR-10-2020.PDF> - 2 p.)

Circulaire CNAM/DRP CIR-12/2020 du 27 mars 2020 portant revalorisation des rentes accidents du travail, maladies professionnelles et indemnités en capital au 1^{er} avril 2020.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2020/CIR-12-2020.PDF> - 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR 17/2020 du 15 juin 2020 fixant un programme d'actions de prévention aux activités de boulangerie, pâtisserie, confiserie, chocolaterie et glaces artisanales.

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2020/CIR-17-2020.PDF> - 19 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR 18/2020 du 18 juin 2020 faisant évoluer l'essai encadré qui s'inscrit dans un objectif de retour à l'emploi et permet au salarié de tester la compatibilité d'un poste de travail avec ses capacités restantes.

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2020/CIR-18-2020.PDF> - 6 p.).

Circulaire CIR-25/2020 CNAM/DRP du 16 septembre 2020 relative à la Convention nationale d'objectifs spécifique aux activités de fabrication industrielle de produits de boulangerie, pâtisserie et pizza, transformation et conservation de légumes et de fruits.

Caisse national de l'assurance maladie.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/>), 20 p.

Circulaire CIR-26/2020 CNAM/DRP du 29 septembre 2020 relative à la Convention nationale d'objectifs transversale relative aux activités du CTN F, applicable au secteur de l'ameublement.

Caisse national de l'assurance maladie.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/>), 17 p.

Circulaire CNAM/DRP CIR-27/2020 du 12 octobre 2020 fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et peaux, des pierres et terres à feu.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2020/CIR-27-2020.PDF> - 2 p.).

DROIT DU TRAVAIL

Seuils d'effectif

Décret n° 2019-1586 du 31 décembre 2019 relatif aux seuils d'effectif.

Ministère chargé de l'Économie. Journal officiel du 1^{er} janvier 2020, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

LIEUX DE TRAVAIL

Conception

Ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre 1^{er} du Code de la construction et de l'habitation.

Ministère chargé des Collectivités territoriales. Journal officiel du 31 janvier 2020, texte n° 62 (www.legifrance.gouv.fr – 54 p.).

ERP / IGH

Arrêté du 24 juillet 2020 portant possibilité de report des visites périodiques d'établissement recevant du public (ERP).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 juillet 2020, texte n° 35 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Apprentissage / Enseignement

Arrêté du 20 mai 2020 fixant les conditions dans lesquelles les établissements d'enseignement agricole peuvent délivrer à leurs apprenants une attestation d'aptitude à la conduite en sécurité valant le certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES®).

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 4 juin 2020, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Fonction publique

Décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 15 mars 2020, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Décret n° 2020-566 du 13 mai 2020 relatif au congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique hospitalière.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 15 mai 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr - 6 p.).

Décret n° 2020-647 du 27 mai 2020 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique de l'Etat.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 28 mai, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr - 5 p.).

Décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat.

Ministère chargé de la Fonction Publique. Journal officiel du 22 novembre 2020, texte n°26 (www.legifrance.gouv.fr- 24 p.).

Ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction Publique. Journal officiel du 26 novembre 2020, texte n° 47 (www.legifrance.gouv.fr - 10 p.).

Décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 2 décembre 2020, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr - 5 p.).

Circulaire du 1^{er} septembre 2020 relative à la prise en compte dans la fonction publique de l'Etat de l'évolution de l'épidémie de covid-19.

Premier ministre. www.legifrance.gouv.fr, 3 p.

Jeunes

Ordonnance n° 2020-1162 du 23 septembre 2020 relative aux conditions de travail des jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans à bord des navires et à l'embarquement de personnes autres que gens de mer à des fins d'observation ou de mise en situation en milieu professionnel.

Ministère chargé de la mer. Journal officiel du 24 septembre 2020, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Mines et carrières

Décret n° 2020-1529 du 7 décembre 2020 fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et carrières en matière d'électricité.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 décembre 2020, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Arrêté du 7 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 19 avril 2012 relatif aux normes d'installation intéressant les installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs et abrogeant divers arrêtés relatifs à l'électricité dans les industries extractives.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 décembre 2020, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Pénibilité

Arrêté du 23 novembre 2020 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la branche de la chocolaterie confiserie dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 décembre 2020, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Plateformes

Décret n° 2020-1284 du 22 octobre 2020 relatif aux modalités d'application de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 octobre 2020, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Services funéraires

Décret n° 2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire.

Ministère chargé des Territoires. Journal officiel du 29 juillet 2020, texte n° 40 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Travail en milieu hyperbare

Arrêté du 11 juin 2020 relatif aux modalités de formation des travailleurs exposés au risque hyperbare relevant de la mention B « archéologie sous-marine et subaquatique » avec ou sans l'option « travaux à des fins archéologiques ».

Ministère chargé de la Culture. Journal officiel du 8 juillet 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr - 12 p.).

Décret n° 2020-1531 du 7 décembre 2020 modifiant les dispositions relatives à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 décembre 2020, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Travailleurs détachés

Décret n° 2020-916 du 28 juillet 2020 relatif aux travailleurs détachés et à la lutte contre la concurrence déloyale.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 juillet 2020, texte n° 36 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Travailleurs handicapés

Décret n° 2020-1350 du 5 novembre 2020 relatif à l'obligation d'emploi en faveur des travailleurs handicapés.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 novembre 2020, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 19 novembre 2020 fixant le modèle d'attestation annuelle portant sur le nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi mis à disposition par une entreprise de travail temporaire ou un groupement d'employeurs auprès d'un employeur.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 novembre 2020, texte n° 65 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Travailleurs indépendants

Décret n° 2020-621 du 22 mai 2020 procédant au regroupement et à la mise en cohérence des dispositions du code de la sécurité sociale applicables aux travailleurs indépendants (décrets simples).

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 mai, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr - 14 p.).

Travailleurs intérimaires

Arrêté du 15 juin 2020 portant extension de l'accord du 13 décembre 2018 sur les moyens relatifs à la mise en œuvre des dispositifs de protection sociale, d'accompagnement social et de prévention des risques de désinsertion sociale, de santé et de santé au travail, et de suivi et d'accompagnement des parcours professionnels dans la branche des salariés intérimaires.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 25 juin 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Organisation Santé au travail

CHSCT/CSE

Experts agréés

Arrêté du 7 août 2020 relatif aux modalités d'exercice de l'expert habilité auprès du comité social et économique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 août 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

Arrêté du 19 décembre 2019 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou le comité social et économique peuvent faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 janvier 2020, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 24 juin 2020 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou le comité social et économique peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 juillet 2020, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

DIRECCTE

Décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 10 décembre 2020, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 13 p.).

ORGANISMES AGRÉÉS / ACCRÉDITÉS

Décret n° 200-88 du 5 février 2020 relatif à la déconcentration de décisions administratives individuelles et à la simplification de procédures dans les domaines du travail et de l'emploi.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 février 2020, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Arrêté du 10 février 2020 relatif à la déconcentration des décisions individuelles en matière d'agrément des personnes ou organismes pouvant procéder à des relevés et des contrôles relatifs à l'éclairage des lieux de travail et à l'aération et l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 février 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 20 décembre 2019 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail pouvant être prescrits par l'inspecteur du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 janvier 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 25 mai 2020 modifiant l'arrêté du 14 mars 1996 portant habilitation d'organismes chargés de procéder aux examens de type des électrificateurs de clôture.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 mai 2020, texte n° 50 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 21 décembre 2020 portant agrément d'organismes compétents pour la formation aux travaux sous tension sur les installations électriques visés à l'article R. 4544-11.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 décembre 2020, texte n° 58 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Risques biologiques et chimiques

RISQUE BIOLOGIQUE

COVID-19

1. Textes portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19

Classement

Directive (UE) 2020/739 de la Commission du 3 juin 2020 modifiant l'annexe III de la directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'inscription du SARS-CoV-2 sur la liste des agents biologiques connus pour provoquer des maladies infectieuses chez l'homme et modifiant la directive (UE) 2019/1833 de la Commission. Arrêté du 18 décembre 2020 relatif à la classification du coronavirus SARS-CoV-2 dans la liste des agents biologiques pathogènes.

Commission Européenne. Journal officiel de l'Union Européenne, n° L 175 du 4 juin 2020 – pp. 11-14.

Arrêté du 18 décembre 2020 relatif à la classification du coronavirus SARS-CoV-2 dans la liste des agents biologiques pathogènes.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2020, texte n° 99 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Services de santé au travail

Instruction du 17 mars 2020 relative au fonctionnement des services de santé au travail pendant l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé du Travail (www.travail-emploi.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 19 mars 2020 portant allongement de la durée de validité des visites médicales périodiques en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé des Armées. Journal officiel du 21 mars 2020, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Ordonnance n° 2020-386 du 1^{er} avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 avril 2020, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Instruction du 2 avril 2020 relative à l'activité des services de santé au travail inter-entreprises (SSTI) et de leurs personnels pendant l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé du Travail (www.travail-emploi.gouv.fr – 6 p.).

Décret n° 2020-410 du 8 avril 2020 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 avril 2020, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2020-549 du 11 mai 2020 fixant les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail par le médecin du travail.

Ministère chargé de la santé. Journal officiel du 12 mai 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 décembre 2020, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Circulaire interministérielle n° cabinet/2020/229 du 14 décembre 2020 relative au déploiement des tests antigéniques au sein des entreprises publiques et privées.

Ministère chargé de la Santé (www.legifrance.gouv.fr – 23 p.).

Fonctionnement des instances représentatives du personnel

Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 26 mars 2020, texte n° 52 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Ordonnance n° 2020-389 du 1^{er} avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 avril 2020, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Décret n° 2020-419 du 10 avril 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 avril 2020, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Ordonnance n° 2020-507 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 mai 2020, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2020-508 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais relatifs à la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 mai 2020, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2020-509 du 2 mai 2020 fixant les modalités d'application des dispositions du I de l'article 9 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 modifiée portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 mai 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Ordonnance n° 2020-1441 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 novembre 2020, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2020-1513 du 3 décembre 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 4 décembre 2020, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Procédure en matière d'AT-MP

Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de l'Économie. Journal officiel du 23 avril 2020, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr - 9 p.).

Circulaire du 18 décembre 2020 relative à la reconnaissance des pathologies liées à une infection au SARS-CoV2 dans la fonction publique de l'Etat.

Ministère chargé de la Fonction publique (www.legifrance.gouv.fr - 9 p.).

Équipements de protection individuelle et dispositifs médicaux

Recommandation (UE) 2020/403 de la Commission du 13 mars 2020 relative aux procédures d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le Covid-19.

Commission européenne, Journal officiel de l'union européenne n° L79I du 16 mars 2020, p. 1-5.

Note d'information interministérielle 29 mars 2020 relative aux nouvelles catégories de masques réservées à des usages non sanitaires.

Ministère chargé de l'Économie (www.entreprises.gouv.fr, - 4 p.).

Instruction interministérielle n° DGT/DGS/DGCCRF/DGDDI/2020/55
du 31 mars 2020 relative à la mise en œuvre de la recommandation (UE) 2020/403 de la Commission européenne du 13 mars 2020 relative aux procédures d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le Covid-19.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel Travail, Emploi, Formation professionnelle n° 3 du 30 mars 2020 – pp. 22-28.

Instruction interministérielle n° DGT/DGS/DGCCRF/DGDDI/2020/57
du 5 avril 2020 modifiant l'instruction interministérielle n° DGT/DGS/DGCCRF/DGDDI/2020/55 du 31 mars 2020 relative à la mise en œuvre de la recommandation (UE) 2020/403 de la Commission européenne du 13 mars 2020 relative aux procédures d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le COVID-19.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel Travail, Emploi, Formation professionnelle n° 4 du 7 avril 2020 – pp. 5 – 13.

Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 15 avril 2020, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Règlement (UE) 2020/561 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2020 modifiant le règlement (UE) 2017/745 relatif aux dispositifs médicaux en ce qui concerne les dates d'application de certaines de ses dispositions.

Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L130 du 24 avril 2020 – pp. 18-22.

Avis aux importateurs de masques « grand public » réservés à des usages non sanitaires.

Ministère chargé de l'Economie. Journal officiel du 5 mai 2020, texte n° 62 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 7 mai 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux masques de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus Covid-19.

Ministère de l'action et des comptes publics. Journal officiel du 8 mai 2020, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Arrêté du 11 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 12 mai 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Instruction interministérielle n° DGT/CT3/DGS/PP3/DGCCRF/DGDDI/2020/94 du 9 juin 2020 relative à la mise en œuvre de la recommandation (UE) 2020/403 de la Commission européenne du 13 mars 2020 relative aux procédures d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le Covid-19.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel n°6 du 16 juin 2020, (http://www.legifrance.gouv.fr - 14 p.).

Produits hydro-alcooliques

Arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 7 mars 2020, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 6 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 mars 2020, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 14 mars 2020, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 20 mars 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 21 mars 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Arrêté du 25 mars 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 26 mars 2020, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 27 mars 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 28 mars 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr) – 6 p.).

Arrêté du 3 avril 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 avril 2020, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr - 6 p.).

Arrêté du 7 avril 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 avril 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 17 avril 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 21 avril 2020, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr - 7 p.).

Arrêté du 29 juin 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 2 juillet 2020, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr - 7 p.).

Arrêté du 5 août 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 8 août 2020, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 8 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 17 septembre 2020, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 17 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 décembre 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Etat d'urgence sanitaire

Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (1).

Parlement. Journal officiel du 24 mars 2020, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr – 12 p.).

Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

Parlement. Journal officiel du 12 mai 2020, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr - 8 p.).

Loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (1).

Premier Ministre. Journal officiel du 10 juillet 2020, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire.

*Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 15 octobre 2020, texte n° 30 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).
Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 17 octobre 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 20 p.).*

Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 mars 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Décret n°2020-370 du 30 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 mars 2020, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2020-384 du 1^{er} avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 2 avril 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2020-497 du 30 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 1^{er} mai 2020, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 18 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 avril 2020, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 18 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 19 mai 2020, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr - 9 p.).

Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.

Ministère chargé de la santé. Journal officiel du 11 juillet 2020, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 20 p.).

Arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.

Ministère chargé de la santé. Journal officiel du 11 juillet 2020, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr – 23 p.).

Décret n° 2020-944 du 30 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.

Ministère chargé de la santé. Journal officiel du 31 juillet 2020, texte n° 44 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 10 août 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 août 2020, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2020-1096 du 28 août 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 août 2020, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2020-1115 du 5 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 6 septembre 2020, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 15 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 16 septembre 2020, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2020-1146 du 17 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet

2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 18 septembre 2020, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 17 octobre 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 20 p.).

Décret n° 2020-1358 du 6 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 novembre 2020, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 26 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 octobre 2020, texte n° 2A (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 16 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 17 novembre 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 3 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face

à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 4 décembre 2020, texte n° 55 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Arrêté du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 décembre 2020, texte n° 92 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 octobre 2020, texte n° 23, (www.legifrance.gouv.fr – 17 p.).

Ordonnance n° 2020-1553 du 9 décembre 2020 prolongeant, rétablissant ou adaptant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 10 décembre 2020, texte n° 35 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 15 décembre 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

2. Textes portant sur l'adaptation de l'activité économique à la crise du Covid 19

Adaptation des délais

Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 26 mars 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 16 avril 2020, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr - 5 p.).

Décret n° 2020-453 du 21 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 22 avril 2020, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire.

Ministère de l'Action et des Comptes publics. Journal officiel du 14 mai 2020, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr - 5 p.).

Décret n° 2020-471 du 24 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 dans le domaine du travail et de l'emploi.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 avril 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Instruction n° DGT/CT2/CT3/2020/70 du 15 mai 2020 relative à l'adaptation d'obligations périodiques en matière de santé et de sécurité au travail dans le contexte de la menace que représente le Covid-19.

Ministère chargé du Travail, Bulletin officiel Travail, Emploi, Formation professionnelle, n° 5 du 30 mai 2020, pp. 3-25.

Décision d'exécution (UE) 2020/783 de la Commission du 12 juin 2020 modifiant la décision 2012/757/UE en ce qui concerne des mesures d'adaptation de la fréquence de l'examen médical périodique à subir par le personnel des chemins de fer chargé de tâches critiques pour la sécurité autre que les conducteurs de train en raison de la pandémie de Covid-19.

Commission Européenne. Journal officiel de l'Union Européenne, n° L 188 du 15 juin 2020 – pp. 16-17.

Ordonnance n° 2020-737 du 17 juin 2020 modifiant les délais applicables à diverses procédures en matière sociale et sanitaire afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 18 juin 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 9 avril 2020 relatif aux modalités particulières de suivi en service des équipements sous pression pour répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 15 avril 2020, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 9 avril 2020 relatif aux modalités particulières de suivi en service des équipements sous pression pour répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire (rectificatif).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 16 avril 2020, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Règlement (UE) 2020/698 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 établissant des mesures spécifiques et temporaires dans le contexte de la propagation de la Covid-19 relatives au renouvellement ou à la prolongation de certains certificats, licences et agréments et au report de certaines vérifications périodiques et formations continues dans certains domaines de la législation en matière de transports.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 165 du 27 mai 2020, pp. 10-24.

Formation professionnelle

Circulaire CNAM/DRP CIR-13/2020 du 24 avril 2020 relative à l'épidémie de Covid-19 et à l'agrément des ingénieurs conseil et des contrôleurs de sécurité des services prévention des caisses régionales et générales.

Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ame/aurweb/ACIRCC/MULTI - 5 p.).

Arrêté du 12 mai 2020 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de Covid-19 le programme et les

modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs.

Ministère chargé des transports. Journal officiel du 14 mai 2020, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Arrêté du 16 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 12 mai 2020 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs.

Ministère chargé des transports. Journal officiel du 24 septembre 2020, texte n° 47 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Sécurité sociale

Ordonnance n°2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 mars 2020, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2020-521 du 5 mai 2020 définissant les critères permettant d'identifier les salariés vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2 et pouvant être placés en activité partielle au titre de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 6 mai 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2020-520 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 6 mai 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2020-637 du 27 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des

prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 mai 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Parlement, Journal officiel du 18 juin 2020, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 20 p.).

Décret n° 2020-1098 du 29 août 2020 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 août 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

3. Autres textes portant sur l'adaptation de l'activité économique à la crise du Covid 19

Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du Code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 mars 2020, texte n° 50 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Déchets d'activités de soins

Arrêté du 20 avril 2020 modifiant l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 avril 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 7 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 novembre 2020, texte n° 40 (www.legifrance.gouv.fr– 3 p.).

Vaccination

Décret n° 2020-28 du 14 janvier 2020 relatif à l'obligation vaccinale contre la fièvre typhoïde des personnes exerçant une activité professionnelle dans un laboratoire de biologie médicale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 16 janvier 2020, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

RISQUE CHIMIQUE

Amiante

Arrêté du 26 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 1^{er} octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} janvier 2020, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 23 décembre 2020 relatif au contenu et aux modalités de transmission des rapports annuels d'activité prévus aux articles R. 1334-23 et R. 1334-25 du code de la santé publique et à l'article R. 271-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2020, texte n° 45 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 23 décembre 2019 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 janvier 2020, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 7 janvier 2020 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 janvier 2020, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 janvier 2020 modifiant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 janvier 2020, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 7 janvier 2020 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 janvier 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 8 septembre 2020 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 septembre 2020, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 8 septembre 2020 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 septembre 2020, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 5 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2000 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 novembre 2020, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 23 décembre 2019 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 janvier 2020, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 23 décembre 2019 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 janvier 2020, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 23 décembre 2019 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 janvier 2020, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 janvier 2020 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 janvier 2020, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 7 janvier 2020 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 janvier 2020, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 7 janvier 2020 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 janvier 2020, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 janvier 2020 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 janvier 2020, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 5 mars 2020 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 mars 2020, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 5 mars 2020 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 mars 2020, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

CMR

Arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} novembre 2020 texte n°14 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Étiquetage

Règlement délégué (UE) 2020/217 de la commission du 4 octobre 2019 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges et corrigeant ce règlement.

Commission européenne. Journal officiel de l'union européenne, n° L 44 du 18 février 2020, pp. 1 - 14.

Rectificatif au règlement délégué (UE) 2020/217 de la Commission du 4 octobre 2019 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) no 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges et corrigeant ce règlement.

Commission européenne. Journal officiel de l'union européenne, n° L 51 du 25 février 2020, p13.

Règlement délégué (UE) 2020/11 de la Commission du 29 octobre 2019 modifiant le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges en ce qui concerne les informations relatives à la réponse à apporter en cas d'urgence sanitaire.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 006 du 10 janvier 2020 – pp. 8-14.

Règlement délégué (UE) 2020/1182 de la commission du 19 mai 2020 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, l'annexe VI, partie 3, du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 261 du 11 août 2020, pp. 2-15.

Règlement délégué (UE) 2020/1676 de la Commission du 31 août 2020 modifiant l'article 25 du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges en ce qui concerne les peintures sur mesure.

Commission Européenne. Journal officiel de l'Union Européenne, n° L 379 du 13 novembre 2020, pp. 1-2.

Règlement délégué (UE) 2020/1677 de la Commission du 31 août 2020 modifiant le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges afin d'améliorer l'applicabilité des exigences en matière d'informations relatives à la réponse à apporter en cas d'urgence sanitaire.

Commission Européenne. Journal officiel de l'Union Européenne, n° L 379 du 13 novembre 2020, pp. 3-23.

Limitation d'emploi

Règlement (UE) 2020/171 de la commission du 6 février 2020 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)

Commission européenne. Journal officiel de l'union européenne, n° L 35 du 7 février 2020, pp. 1 - 5.

Rectificatif au règlement (UE) 2020/171 de la Commission du 6 février 2020 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances («REACH»).

Commission européenne. Journal officiel n° L 141 du 5 mai 2020, p. 37.

Règlement (UE) 2020/2160 de la Commission du 18 décembre 2020 modifiant l'annexe XIV du règlement (UE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le groupe de substances 4-(1,1,3,3-tétraméthylbutyl)phénol, éthoxylé (couvrant les substances bien définies et les substances de composition inconnue ou variable, les produits de réaction complexes ou les matériaux biologiques, les polymères et homologues).

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne, n° L 431 du 21 décembre 2020 – pp. 38-41.

Règlement (UE) 2020/1149 de la commission du 3 août 2020 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les diisocyanates.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 252 du 4 août 2020, pp. 24-29.

Règlement (UE) 2020/2081 de la Commission du 14 décembre 2020 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les substances contenues dans les encres de tatouage et les maquillages permanents.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne, n° L 423 du 15 décembre 2020 - pp. 6-17

Règlement (UE) 2020/2096 de la Commission du 15 décembre 2020 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les substances cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR), les dispositifs

relevant du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil, les polluants organiques persistants, certaines substances ou certains mélanges liquides, le nonylphénol et les méthodes d'essai pour les colorants azoïques.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne, n° L 425 du 16 décembre 2020 - pp. 3-9.

Pesticides

Décret n° 2020-1463 du 27 novembre 2020 relatif à l'indemnisation des victimes de pesticides.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 novembre 2020, texte n° 70 (www.legifrance.gouv.fr-11 p.).

REACH

Règlement (UE) 2020/878 de la Commission du 18 juin 2020 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne, n° L 203 du 26 juin 2020 - pp. 28-58.

Règlement d'exécution (UE) 2020/1435 de la commission du 9 octobre 2020 relatif aux obligations qui incombent aux déclarants de mettre à jour leurs enregistrements en application du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne, n° L 331 du 12 août 2020, pp. 24-29.

Valeurs limites

Décret n° 2020-1546 du 9 décembre 2020 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 décembre 2020, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.)

Risques mécaniques et physiques

PROTECTION INDIVIDUELLE

Décision d'exécution (UE) 2020/668 de la Commission du 18 mai 2020 relative aux normes harmonisées qui se rapportent aux équipements de protection individuelle et ont été élaborées à l'appui du règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne n° L 156 du 19 mai 2020, pp. 13-19.

Instruction interministérielle n° DGOS/RH1/DGESIP/2020/155 du 9 septembre 2020 relative à la mise à disposition des étudiants et élèves en santé non médicaux, de tenues professionnelles gérées et entretenues par les structures d'accueil en stage.

Ministère chargé de la Santé. Bulletin officiel du Ministère de la Santé n°20-10, pp. 252 - 253.

RISQUES MÉCANIQUES

Machines / équipements de travail

Note technique du 2 juillet 2020 relative aux solutions de mise en conformité et mise en sécurité des bennes basculantes hydrauliques équipées de ridelles hydrauliques, accompagnant l'avis aux constructeurs de châssis, fabricants, importateurs, distributeurs, loueurs et utilisateurs de bennes basculantes mues hydrauliquement publié au Journal officiel du 14 juillet 2020.

Ministère charge du Travail. Bulletin officiel Travail, Emploi, Formation professionnelle n° 2020/7 du 30 juillet 2020 - 4 p.

RISQUE PHYSIQUE

Equipements sous pression

Décision BSERR n°20-007 du 10 janvier 2020 modifiant la décision BSEI n° 10-194 du 20 décembre 2010 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel concernant les dispositions spécifiques applicables aux cylindres sècheurs de type yankee et frictionneur utilisés dans l'industrie papetière.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et du Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales du 22 avril 2020 – 3 p.

Décision BSERR n°20-011 du 10 mars 2020 modifiant la décision BSEI n° 08-067 du 11 mars 2008 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel relatif au contrôle en exploitation de certains équipements sous pression constitutifs d'installations frigorifiques fonctionnant à basse température.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et du Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales du 18 mars 2020 – 4 p.

Décision BSERR n°20-012 du 10 mars 2020 modifiant la décision BSEI n° 09-200 du 26 novembre 2009 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel précisant les modalités de contrôle en service des récipients à double paroi utilisés à la production ou l'emmagasinement de gaz liquéfiés à basse température.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère chargé de la Transition écologique et solidaire – 4 p.

Décision BSERR n°20-013 du 12 mars 2020 modifiant la décision BSEI n° 11-070 du 18 juillet 2011 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel relatif aux dispositions spécifiques applicables aux récipients isolés au moyen d'un revêtement tel que le liège aggloméré, le polyéthylène expansé (PE) ou le verre aggloméré pour les

stockages de dioxyde de carbone ou d'hémioxyde d'azote.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère chargé de la Transition écologique et solidaire – 3 p.

Décision BSERR n°20-014 du 18 mars 2020 modifiant la décision BSEI n°13-028 du 21 mars 2013 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel pour le suivi en service des réservoirs sous talus.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère chargé de la Transition écologique et solidaire – 3 p.

Décision BSERR n°20-015 du 2 avril 2020 modifiant la décision BSEI n° 12- 087 du 15 juin 2012 relative à l'approbation d'un cahier technique professionnel relatif aux récipients aériens sous pression revêtus d'une protection ignifuge.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et du Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales du 7 avril 2020 – 3 p.

Décision BSERR n°20-017 du 6 avril 2020 modifiant la décision BSEI n° 13-118 du 19 novembre 2013 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel relatif aux équipements sous pression en graphite imprégné.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et du Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales du 9 avril 2020 – 3 p.

Décision BSERR n°20-049 du 20 octobre 2020 modifiant la décision BSEI n°07-206 du 27 août 2007 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel relatif aux réchauffeurs équipant certains réservoirs fixes de stockage.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du Ministère de l'Environnement du 4 novembre 2020, 3p.

Décision BSERR n°20-043 du 2 novembre 2020 modifiant la décision BSEI n° 13-125 du 31 décembre 2013 relative aux services inspection reconnus et approuvant le guide professionnel EDF pour l'élaboration des plans d'inspections.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du Ministère de l'Environnement du 7 novembre 2020, 2 p.

Installations électriques / matériels électriques

Arrêté du 23 décembre 2020 relatif à l'application de l'article R. 111-14-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 décembre 2020, texte n° 105 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Rayonnements ionisants

Arrêté du 28 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 15 mai 2006 modifié relatif aux conditions de délimitation et de signalisation des zones surveillées et contrôlées et des zones spécialement réglementées ou interdites compte tenu de l'exposition aux rayonnements ionisants, ainsi qu'aux règles d'hygiène, de sécurité et d'entretien qui y sont imposées.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} février 2020, texte n° 11. (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Arrêté du 23 octobre 2020 relatif aux mesurages réalisés dans le cadre de l'évaluation des risques et aux vérifications de l'efficacité des moyens de prévention mis en place dans le cadre de la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 octobre 2020, texte n° 6, (www.legifrance.gouv.fr - 9 p.).

RISQUE ROUTIER / TRANSPORT

Engins de déplacement personnel motorisés

Arrêté du 24 juin 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 1954 relatif à l'éclairage et à la signalisation des véhicules.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 7 juillet 2020, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 24 juin 2020 relatif au gilet de haute visibilité, à l'équipement rétro-réfléchissant et au dispositif d'éclairage complémentaire porté par le conducteur d'un engin de déplacement personnel motorisé.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 7 juillet 2020, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 21 juillet 2020 relatif au freinage des engins de déplacement personnel motorisés.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 juillet 2020, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Arrêté du 22 juillet 2020 relatif à l'avertisseur sonore des engins de déplacement personnel motorisés.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 juillet 2020, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Permis de conduire

Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat.

Ministère chargé de la fonction publique. Journal officiel du 10 mai 2020, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat.

Ministère chargé de la fonction publique. Journal officiel du 10 mai 2020, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Décret n° 2020-605 du 18 mai 2020 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 21 mai 2020, texte n° 36 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Transport de matières dangereuses

Décision d'exécution (UE) 2020/1241 de la Commission du 28 août 2020 autorisant les États membres à adopter certaines dérogations en vertu de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 284 du 1^{er} septembre 2020, pp. 9-40.

Arrêté du 10 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 16 décembre 2020, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Arrêté du 10 décembre 2020 dérogeant à certaines dispositions de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 décembre 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Transport routier

Arrêté du 20 mars 2020 portant dérogation temporaire aux règles en matière de temps de conduite pour le transport routier de marchandises.

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 21 mars 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2020-784 du 25 juin 2020 abrogeant le décret n° 81-208 du 3 mars 1981 portant application des dispositions du titre III, chapitre Ier, du livre II du Code du travail dans les entreprises de transport par route.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 27 juin 2020, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décret n° 2020-845 du 3 juillet 2020 relatif au contrat type applicable aux transports publics routiers de véhicules roulants réalisés au moyen de porte-voitures.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 juillet 2020, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Décret n° 2020-1088 du 24 août 2020 portant diverses dispositions relatives à l'exercice de la profession de transporteur routier et modifiant le Code de la route.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 août 2020, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Décret n° 2020-1104 du 31 août 2020 instituant une contravention en cas de méconnaissance des dispositions de l'article L. 3313-4 du Code des transports.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 2 septembre 2020, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 18 octobre 2020, texte n° 25, (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 2 novembre 2020 dérogeant à certaines dispositions de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, dit « arrêté TMD ».

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 5 novembre 2020, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Textes officiels

environnement, santé publique et sécurité civile

Environnement

CHAUFFAGE/CLIMATISATION

Arrêté du 24 juillet 2020 relatif à l'inspection périodique des systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation combiné à un chauffage dont la puissance nominale utile est supérieure à 70 kilowatts.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 31 juillet 2020, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr - 8 p.).

Arrêté du 24 juillet 2020 relatif à l'entretien des systèmes thermodynamiques dont la puissance nominale est comprise entre 4 kW et 70 KW.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 31 juillet 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Arrêté du 24 juillet 2020 relatif au contrôle des chaudières.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 31 juillet 2020, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr - 9 p.).

Arrêté du 24 juillet 2020 relatif à l'information du propriétaire ou du syndicat de copropriétaires d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation raccordés à un réseau de chaleur ou de froid.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 31 juillet 2020, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2020-912 du 28 juillet 2020 relatif à l'inspection et à l'entretien des chaudières, des systèmes de chauffages et des systèmes de climatisation.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 juillet 2020, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr - 5 p.).

Arrêté du 21 novembre 2020 relatif aux mesures transitoires du régime de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 29 novembre 2020, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

ENGINS MOBILES NON ROUTIERS

Ordonnance n° 2020-700 du 10 juin 2020 relative à la surveillance des émissions des gaz polluants et des particules polluantes des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 juin 2020, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Ordonnance n° 2020-700 du 10 juin 2020 relative à la surveillance des émissions des gaz polluants et des particules polluantes des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers (rectificatif).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 juillet 2020, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2020-702 du 10 juin 2020 relatif à la surveillance des émissions des gaz polluants et des particules polluantes des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 juin 2020, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2020-702 du 10 juin 2020 relatif à la surveillance des émissions des gaz polluants et des particules polluantes des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers (rectificatif).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 juillet 2020, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

INSTALLATIONS CLASSÉES

Eoliennes

Arrêté du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 30 juin 2020, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

Arrêté du 22 juin 2020 modifiant l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 30 juin 2020, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Liquides inflammables

Arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 septembre 2020, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 32 p.).

SEVESO

Décret n° 2020-1168 du 24 septembre 2020 relatif aux règles applicables aux installations dans lesquelles des substances dangereuses sont présentes dans des quantités telles qu'elles peuvent être à l'origine d'accidents majeurs.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 septembre 2020, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1^{er}, du livre V du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 septembre 2020, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Sécurité civile

SECOURISME

Loi n° 2020-840 du 3 juillet 2020 visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent.

Parlement. Journal officiel du 4 juillet 2020, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3,4,5,6,11
Agriculture _____	4,5,7
Amiante _____	5,19,20
Apprenti _____	7
CMR _____	20
COVID-19 _____	10 à 18
CSE _____	9,11
DASRI _____	18
Délais _____	16,17
Détachement _____	8
DIRECCTE _____	9
Dispositif médical _____	12
Électricité _____	24
Engin déplacement personnel motorisé _____	25
Environnement _____	27,28,29
EPI _____	12,23
Équipement de travail _____	23
Équipement sous pression _____	23,24
ERP / IGH _____	6
Etat d'urgence sanitaire _____	14,15,16
Étiquetage _____	20,21
Fluide frigorigène _____	27
Fonction publique _____	7,11,25
Formation professionnelle _____	8,10,17
Handicapé _____	8
Hyperbare _____	8
Jeune _____	7
Lieux de travail _____	6

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Limitation d'emploi _____	21,22
Maladie professionnelle _____	3,4,5,6,11
Mine _____	7,8
Norme _____	23
Organisme agréé / accrédité/habilité _____	9,10
Pénibilité/ Compte personnel de formation _____	8
Permis de conduire _____	25
Phytoprotecteur _____	22
Plateformes _____	8
Produit chimique _____	13,14, 20,21,22,25
Produits hydro-alcooliques _____	13,14
Rayonnements ionisants _____	24
Risque biologique _____	8,18
Risque routier _____	25,26
Sécurité civile _____	29
Sécurité sociale _____	3,4,5,6,18
Service de santé au travail _____	7,10,11
Services funéraires _____	8
Seuil _____	6
Suivi médical _____	10,16,17
Tarification _____	3,4,5,6
Transport de matières dangereuses _____	25
Transport routier _____	17, 25,26
Travailleur indépendant _____	8
Travailleur intérimaire _____	9
Vaccination _____	18
Valeur limite _____	22